Une analyse des investissements de capitaux financiers dans les firmes de l'agrobusiness

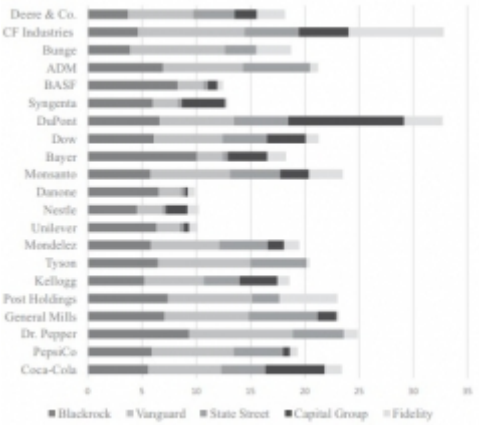
8 juillet 2019

Si les investissements de capitaux financiers dans le secteur agroalimentaire ont fait l'objet de nombreuses recherches, celles-ci se sont surtout focalisées sur les acquisitions de foncier agricole ou la spéculation sur les matières premières. L'entrée d'investisseurs financiers au capital de firmes de l'*agrobusiness* n'a en revanche été que peu explorée. C'est ce phénomène qu'entend caractériser J. Clapp, dans un article publié dans la *Review of international political economy*.

L'auteure décrit d'abord les mécanismes de ces investissements, qui se font la plupart du temps via des fonds actions, dans lesquels des épargnants individuels déposent leur argent, les gestionnaires du fond se chargeant de placer les capitaux recueillis dans des firmes cotées en bourse et jugées intéressantes. Entre 2006 et 2017, le nombre de fonds actions dédiés au secteur agricole et alimentaire est passé de 2 à 36 au niveau mondial, pour un montant total de 4,6 milliards de dollars investis en 2017.

Une étude systématique des prises de participation des cinq principaux gestionnaires de fonds au niveau mondial (Blackrock, Vanguard, State Street, Capital Groupe et Fidelity) est ensuite conduite, s'appuyant sur les données de la base *Thomson Reuters Eikon*, qui recense l'actionnariat des sociétés cotées en bourse. Elle montre que ces derniers détiennent une part conséquente (entre 10 et 30 %) du capital des principales firmes de la chaîne de valeur : fournisseurs d'intrants (Syngenta, Bayer-Monsanto, Dow-Dupont, etc.), équipementiers (Deere & Co.), industries agroalimentaires (Danone, Nestlé, Unilever, etc.). Ces situations d'actionnariat commun à plusieurs entreprises s'observent, plus largement, dans l'ensemble de l'économie, ce qui suscite des débats quant à leurs conséquences sur la concurrence.

Part du capital des principales firmes de l'agroalimentaire détenue par les cinq principaux gestionnaires de fonds, en décembre 2016



Source : *Review of international political economy*

L'auteure formule ensuite des hypothèses quant aux impacts de cette situation d'actionnariat commun, dans un secteur agroalimentaire déjà caractérisé par une

forte concentration. S’appuyant sur une revue de la littérature, elle considère qu’elle pourrait demain réduire davantage encore la concurrence entre les firmes, ralentir l’innovation et accroître les prix des produits vendus par les entreprises concernées. La forte hausse du prix des semences, observée depuis 2000, est ainsi présentée comme une preuve de cette tendance. Toutefois, ce ne sont que des hypothèses et l’auteure appelle à approfondir les recherches afin de mettre en évidence les éventuels liens de causalité.

Mickaël Hugonnet, Centre d’études et de prospective

Source : *Review of international political economy*